



FSU

RETRAITES **Une idée d'avenir**

37,5...40...41...! Jusqu'où ?

OUI à la répartition
OUI à la solidarité entre
générations et
professions

NON au catastrophisme
NON à la réforme Fillon et
à sa poursuite annoncée
par le gouvernement

La FSU exige pour tous, 75% du dernier traitement à 60 ans
avec 37,5 annuités

Cela passe par :

- L'abrogation des décrets Balladur et loi Fillon ;
- L'abandon des décotes ;
- Le rétablissement des bonifications pour enfants dans la fonction publique et des mesures pour les parents ayant élevé seuls leurs enfants ;
- La revalorisation des pensions.
- Le rétablissement de la CPA.

Cela passe par de nouveaux droits

- La prise en compte des périodes de temps partiels, de chômage et de précarité par un financement solidaire ;
- La prise en compte des années d'études ;
- La prise en compte de la pénibilité.

La FSU refuse :

- Un système de retraite à deux vitesses : le développement de l'épargne retraite pour ceux qui le peuvent et l'assistance minimale pour les autres.
- De nouvelles dégradations avec un nouvel allongement de la durée de cotisation.

Ces revendications n'ont rien d'utopique. Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas d'autres choix que celui de l'appauvrissement des retraités.

La FSU défend d'autres choix : ceux de la solidarité entre les générations et les professions. Ils nécessitent un meilleur partage des richesses, en consacrant aux retraites une part des gains de productivité acquis par le travail des salariés.

BESOINS DE FINANCEMENT ?

Pour revenir sur les mesures désastreuses de 1993 et 2003, il faut consacrer 4 à 5 points de PIB d'ici 2050, soit une augmentation des cotisations de 0,375 point par an.

C'est économiquement tout à fait possible : il faut en faire le choix politique.

Le paquet fiscal de l'été 2007 représente à lui seul 1 point de PIB.

En 2050, le pays aura doublé son PIB.